Aide-mémoire de la Commission sur la dernière session de négociation avec l'Espagne (21 décembre 1972)

Légende: Le 21 décembre 1972, se tient la dernière session de négociation avec l'Espagne, en vue de la conclusion d'un protocole à l'accord commercial de 1970. Un aide-mémoire, établi par les services de la Commission à l'intention des observateurs des États membres, décrit le déroulement de la réunion.

Source: Négociations avec l'Espagne. Aide-mémoire à l'intention des observateurs des États membres, SEC (73) 396. Bruxelles: Commission des Communautés européennes, 31.01.1973. 3 p.

Copyright: (c) Union européenne, 1995-2013

URL:

http://www.cvce.eu/obj/aide_memoire_de_la_commission_sur_la_derniere_session_de_negociation_avec_l_espagne_21_decembre_1972-fr-0d66e34a-d195-4fe1-aaa0-58a33002d6aa.html

Date de dernière mise à jour: 20/02/2014

Négociations avec l'Espagne (Aide-mémoire à l'intention des observateurs des Etats membres)

Objet : - Négociations d'un Protocole à l'Accord entre la CEE et l'Espagne en raison de l'élargissement de la Communauté

- Réunion entre la délégation de la Commission et la délégation d'Espagne du 21.12.1972

1. La séance reprend le 21 décembre 1972 sans la présence des observateurs des Etats membres.

Mr. Loeff fait part à la délégation espagnole que la Communauté peut marquer son accord sur la réduction suivante du premier considérant du projet de texte du protocole:

"considérant que la Communauté s'est donné comme objectif de négocier avec l'Espagne, au cours de l'année 1973, un nouvel accord qui devrait entrer en vigueur le 1er janvier 1974, dans le cadre d'une approche globale dans les relations entre la Communauté et les pays méditerranéens qui sera élaborée en prenant en considération les préoccupations de ces pays".

2. A la demande de la délégation espagnole relative à ce projet de texte, le représentant de la Commission donne les précisions suivantes:

Dans le cadre des travaux relatifs à la définition d'une approche globale pour l'ensemble des relations de la Communauté avec les divers pays du Bassin méditerranéen, le Conseil, lors de sa session des 6/7 novembre 1972, est convenu de retenir pour la poursuite des délibérations en la matière, les hypothèses de travail suivantes:

- l'approche globale se limiterait aux pays riverains directs de la Méditerranée, ce qui signifie donc également l'Espagne;
- les accords envisagés dans le cadre de cette approche devront respecter les prescriptions du GATT et viseront en principe à l'élimination des droits de douane et autres réglementations commerciales respectives pour l'essentiel des échanges commerciaux;
- ces accords seraient fondés sur la mise en place d'une zone de libre-échange;
- dans ce cadre, l'objectif serait d'aboutir à la libre circulation des marchandises pour les produits industriels, à l'inclusion, selon des modalités à définir, d'une part substantielle des échanges de produits agricoles ainsi que d'un volet consacré à la coopération selon des formes différenciées suivant les particularités de chaque cas.

3. Mr. Ullastres remercie le représentant de la Commission des précisions qu'il a donné sur les travaux de la Communauté relatifs à la définition de l'approche globale et sur les hypothèses de travail retenues. Dans ces conditions le projet du considérant proposé paraît acceptable à sa délégation. Mr. Ullastres rappelle les critères qui, selon l'opinion de son gouvernement, devraient orienter les négociations futures en vue de la conclusion d'un nouvel accord.

4. En ce qui concerne le deuxième point resté en suspens, Mr. Loeff informe la délégation espagnole que la Communauté ne peut pas marquer son accord sur la modification du deuxième alinéa de l'article premier du projet de texte du protocole, comme il a été suggéré par la délégation espagnole. Il propose par contre que soient supprimés de cet alinéa les mots "techniques ultérieures" et de retenir par conséquent la rédaction suivante dudit alinéa:

"Les Parties contractantes fixent d'un commun accord avant le 1er janvier 1974 les mesures transitoires et les adaptations qui pourraient s'avérer nécessaires du fait de l'adhésion du Royaume du Danemark, de l'Irlande, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord".

Le représentant de la Commission tient à préciser à ce sujet que, en ce qui concerne la Communauté, la suppression de cet alinéa des mots "techniques ultérieures" ne signifie pas une modification de la position que la Communauté avait déjà retenue en son sein antérieurement.

Mr. Ullastres déclare, quant à la rédaction du texte de l'article premier ainsi aménagé, que cette rédaction paraît acceptable à sa délégation.

Concernant les précisions fournies par Mr. Loeff à l'égard de la suppression des mots "techniques ultérieures", Mr. Ullastres déclare que le gouvernement espagnol réserve entièrement sa position.

5. Enfin, en ce qui concerne la portée des dispositions du premier alinéa de l'article premier du protocole, Mr. Loeff précise que l'entrée en vigueur de l'Acte d'adhésion au 1er janvier 1973 implique l'application par les nouveaux Etats membres à leurs importations en provenance de l'Espagne du régime "pays tiers" et notamment des mécanismes de la politique agricole commune selon les modalités retenues par le Traité d'adhésion.

Mr. Ullastres prend acte de l'interprétation donnée par la Communauté sur la portée de cette disposition.

*

* *

A l'issue de cette séance de négociations Mr. Loeff constate qu'aucun problème ne se pose plus en ce qui concerne la négociation de ce protocole et que de ce fait, les chefs de délégation peuvent procéder à l'échange de lettres marquant accord sur le résultat des négociations.

Mr. Ullastres marque son accord sur cette conclusion.

Mr. Loeff conclut en remerciant M. l'Ambassadeur Ullastres pour l'excellente coopération apportée durant cette session de négociations. Il se félicite de l'excellente atmosphère qui n'a cessé d'exister tout au long des travaux.